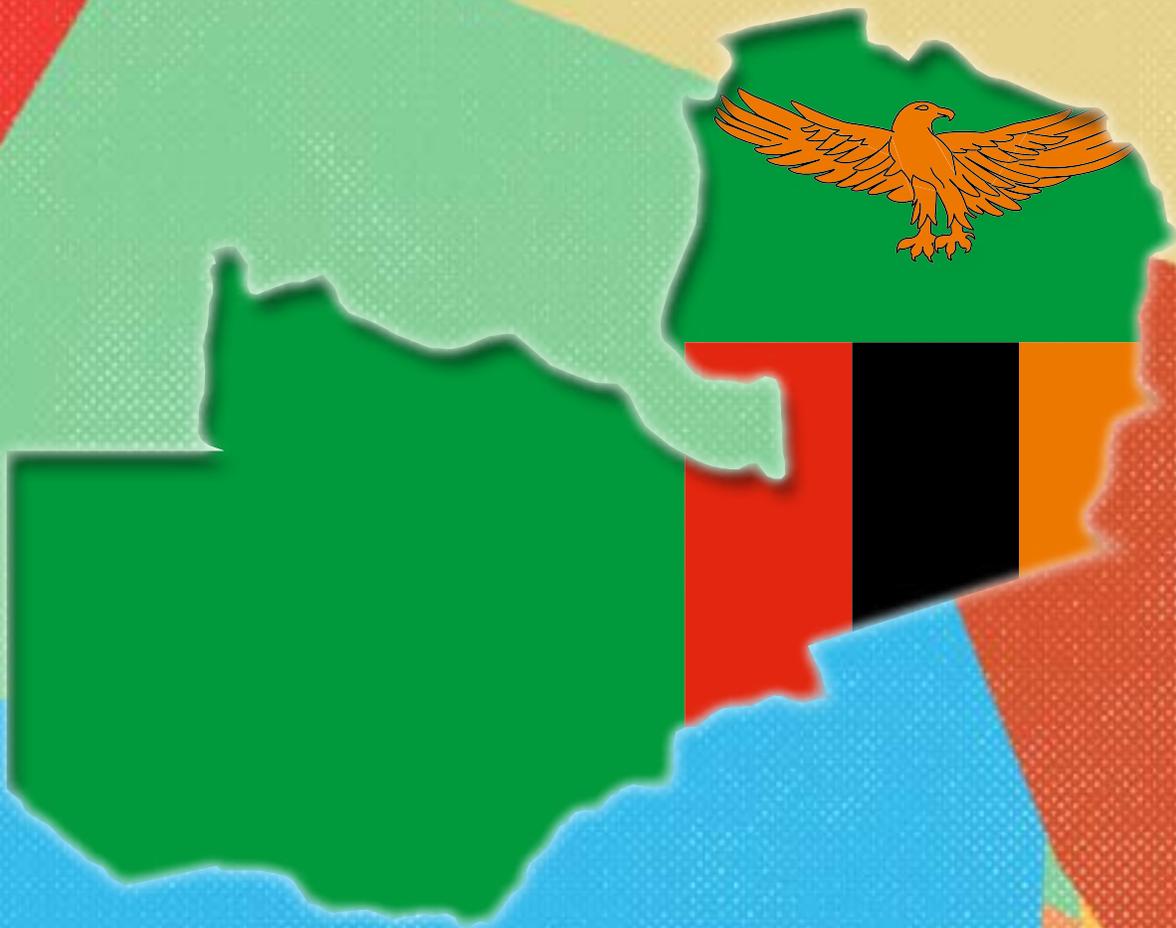


LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



ZAMBIA

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org

2

LONDA
2023
RAPPORT SUR
LES DROITS
NUMÉRIQUES
ET L'INCLUSION
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)
ISBN: 978-978-789-359-3

CRÉDITS

Rapport de Pays: **Bulanda Nkhowani**

Équipe éditoriale:

'Gbenga Sesan
Dr. Margaret Nyambura Ndung'u
Nnenna Paul-Ugochukwu
Thobekile Matimbe

Traducteur:

Paper Bag Africa

Rédacteur de copie:

Dr. Mouhamed Diop

Conception et mise en page:

Kenneth Oyeniya



Zambia

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le rapport Londa Zambie fait la lumière sur les libertés sur internet en Zambie en 2023, y compris les principaux développements et tendances dans le secteur des TIC. Le rapport couvre les domaines thématiques de la liberté d'expression en ligne, des identités numériques, de la protection des données et de la cybersécurité, et examine la mise en œuvre du Fonds pour l'accès et le service universels. Le rapport a été élaboré à partir de données obtenues par le biais d'entretiens ciblés et de recherches documentaires. Il fournit en outre des recommandations sur les mesures à prendre pour renforcer positivement les droits numériques en Zambie. Dans le rapport Londa 2022, la Zambie semblait sortir d'un climat de peur, de répression et d'intolérance comme l'avaient fait les gouvernements précédents. Toutefois, cela n'a pas été le cas, car les arrestations de personnes accusées en vertu de la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité se sont multipliées. En 2023, la Zambie a enregistré plusieurs évolutions politiques et juridiques, notamment la promulgation de la loi 2023 sur l'accès à l'information, attendu de longue date, et le lancement de stratégies clés telles que la politique nationale en matière de TIC et la stratégie de transformation numérique. En outre, le Bureau de la protection des données a été créé et le tout premier commissaire à la protection des données a été nommé. La

révision de la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité a commencé, bien que le processus, comme dans les cas précédents, ait été critiqué par les parties prenantes. Ainsi, le groupe d'organisations de la société civile qui avait déposé une pétition devant la Haute Cour n'a retiré sa plainte qu'une fois que le gouvernement a accepté de prendre en compte les recommandations et d'améliorer le processus d'engagement des parties prenantes. Enfin, l'association des fournisseurs d'accès à Internet de Zambie a annoncé une augmentation de 17,5 % des coûts fixes de l'Internet. L'autorité de régulation des TIC, la ZICTA, a infligé une amende à Airtel Zambia pour qu'il dédommage tous ses utilisateurs à la suite de pannes de réseau incessantes.

Introduction

Pays essentiellement minier, la Zambie comptait 19,6 millions d'habitants en 2023, dont 51 % de femmes et 49 % d'hommes.¹ Avec plus de 60 % de la population vivant dans les zones rurales et plus de 80 % de la population âgée de moins de 30 ans, le pays a maintenu une augmentation constante du PIB de 29 milliards² malgré des conditions économiques en déclin et des taux d'inflation élevés.

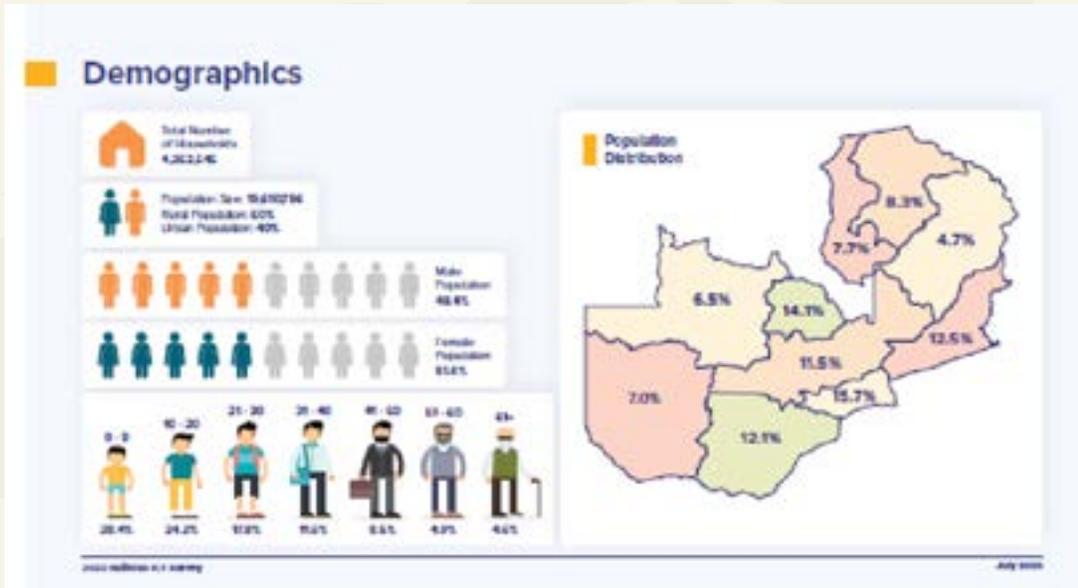


Fig 1 : Répartition de la population de la Zambie, Source : ZICTA³

Le paysage politique de la Zambie est resté relativement stable au cours de la période couverte par le présent rapport; avec les élections qui se profilent en 2026, la bataille pour la première place a commencé dans un contexte de détérioration des conditions économiques et d'insatisfaction croissante des citoyens. L'ancien président Edgar Lungu a fait part de son intention de sortir de sa retraite pour se présenter à la présidence, ce qui a provoqué un tollé au sein de certains groupes politiques.⁴

Au cours de la période considérée, le secteur des TIC a connu des évolutions majeures. Sur le plan politique, le ministère de la technologie et des sciences a lancé la politique nationale révisée des TIC 2023, attendue depuis longtemps, ainsi que la stratégie nationale de transformation numérique 2023 - 2027, la stratégie de mise en œuvre de la politique nationale des TIC 2022 - 2026 et le plan stratégique 2022 - 2026.^{5 6} Ces documents

¹ Zambia Statistics Agency " La Zambie lance le service Internet Starlink de SpaceX (2022) <https://www.zamstats.gov.zm/download/6815/?v=9623> (consulté le 11 décembre 2023).

² Banque mondiale "Zambia Data GDP" (2022) <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=ZM> (consulté le 11 décembre 2023).

³ Tech Bulletin https://drive.google.com/file/d/14iqSYvt3F618NUM_VuL0UHPPLVn-n/view?usp=sharing (consulté le 11 décembre 2023).

⁴ BBC " Edgar Lungu - L'ancien président zambien fait son retour sur la scène politique " (2023) <https://www.bbc.com/news/world-africa-67254347/> (consulté le 11 décembre 2023).

⁵ Kalemba, Mutati lance la politique des TIC et le plan stratégique de transformation numérique "" (2023) <https://kalemba.news/business/2023/10/14/mutati-lance-ict-policy-digital-transformation-strategic-plan/> (consulté le 11 décembre 2023).

⁶ Ministère de la technologie et de la science " Le ministère de la technologie et de la science lance le plan stratégique (2022-2026) " (2023) <https://www.mots.gov.zm/?p=2797> (consulté le 11 décembre 2023).

► Analyse du pays

établissent une feuille de route, un cadre réglementaire complet pour un écosystème TIC intégré et une économie numérique, ainsi que des mesures pour sauvegarder les droits numériques des citoyens et la cybersécurité. Les politiques visent également à stimuler la croissance technologique pour déployer des services numériques. En outre, la division de l'administration en ligne de Smart Zambia a lancé le plan national d'administration en ligne 2023 - 2026, qui jette les bases d'une amélioration de la prestation de services, de l'accessibilité, de la transparence et de l'efficacité entre le gouvernement, les citoyens et le secteur privé.

À la fin de l'année 2023, le taux de pénétration de l'internet s'élevait à 58 %, soit 11 millions d'utilisateurs, ce qui représente une augmentation constante par rapport au taux de pénétration de 53 % enregistré l'année précédente.

Utilisation de l'internet	2022				2023		
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	
Abonnements internet fixes	81,775	84,259	85,446	86,446	86,242	82,254	-2,4%
Pénétration de l'internet fixe pour 100 habitants	0,43	0,45	0,43	0,44	0,44	0,42	0,026%
Utilisateurs de l'internet - mobile	10,0637,76	9,989,947	10,798,027	11,062,212	11,025,912	11,352,595	13,6%
Pénétration de l'internet mobile pour 100 habitants	53.2	52.8	54.3	56.4	56.2	57.9	5.1
Utilisateurs de l'internet fixe + mobile	10,145,551	10,074,205	10,883,286	11,148,658	11,112,154	11,112,154	13,5%
Pénétration des utilisateurs d'internet pour 100 habitants	53.6	53.2	54.8	56.8	56.7	58.3	5.1

Fig 2 : Tendances de l'utilisation de l'internet : Juin 2022-Juin 2023 Source : ZICTA⁷

Suite à l'introduction de la technologie 5G en 2022⁸ Zambia a continué à étendre la couverture de son réseau 5G à travers le pays et a récemment adopté la 4G comme nouvelle norme, abandonnant par la suite les technologies 2G et 3G⁹ dans le but de fournir des services internet à toutes les régions du pays et en reconnaissance du rôle des TIC en tant que catalyseur du développement.

6

⁷ Marché de la mi-année https://drive.google.com/file/d/14iqISYvt3F618NUM_VuLOUHPPELPLVm-n/view?usp=sharing (consulté le 11 décembre 2023).

⁸ MTN " MTN Zambia lance le premier réseau 5G du pays " (2022) <https://www.mtn.com/mtn-zambia-launches-the-countrys-first-5g-network/> (consulté le 11 décembre 2023).

Selected Individual Level Findings

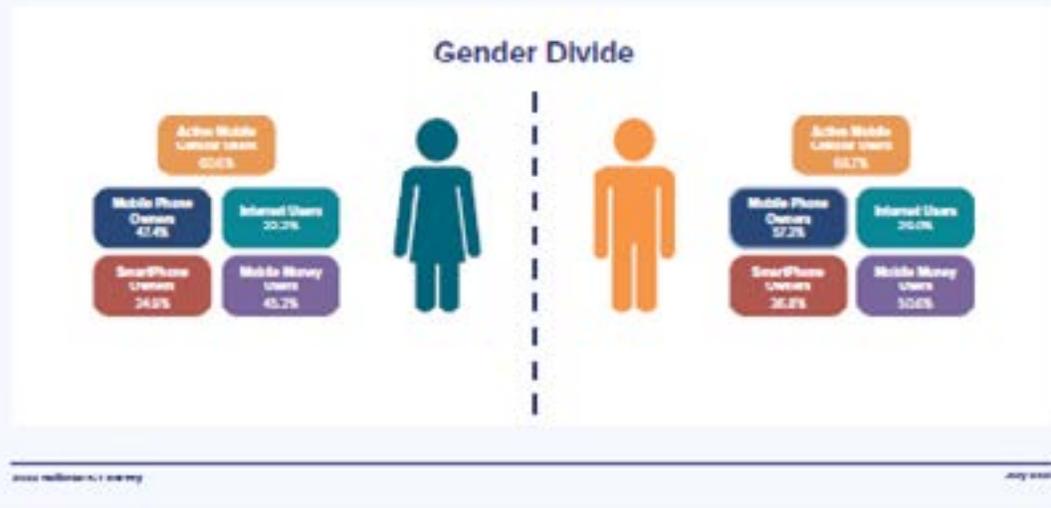


Fig. 3 : Fossé numérique entre hommes et femmes en Zambie Source : ZICTA

La Zambie compte quatre opérateurs de réseaux mobiles (ORM) et 19 fournisseurs d'accès à Internet (FAI), bien que Zedmobile, un ORM nouvellement créé, n'ait pas encore commencé ses activités après son lancement en décembre 2022.¹⁰ D'autre part, la Zambie est devenue le sixième pays d'Afrique à lancer les services Internet par satellite Starlink dans le but de fournir un accès Internet rapide, fiable et non plafonné.¹¹ En octobre 2022, le ministre de la technologie et des sciences a demandé au régulateur des TIC d'enquêter sur la mauvaise qualité du réseau à la suite de plaintes de clients.¹² En décembre 2023, le régulateur des TIC, la Zambie Information and Communications Technology Authority (ZICTA), a ordonné à Airtel Zambia, qui jouit d'une part de marché de plus de 50 %, de dédommager tous les utilisateurs pour les pannes de réseau constantes.¹³ Ce n'était pas la première fois que la ZICTA sévissait contre la fourniture de services de mauvaise qualité. En 2020, Airtel, MTN et Zamtel ont été condamnés à une amende de plus de 5,4 millions K pour avoir fourni des services de mauvaise qualité à leurs abonnés.¹⁴ Par ailleurs, les coûts de l'internet devraient augmenter de 17,5 % en 2024 à la suite d'ajustements du droit d'accise sur les services internet fixes.¹⁵

Liberté d'expression en ligne

7

⁹ IT Web Africa : Zambie " La Zambie adopte la 4G comme nouvelle norme et abandonne progressivement les réseaux 2G et 3G " (2023) <https://itweb.africa/content/IN1gPvOAWGaMjL6m/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 11 décembre 2023).

¹⁰ Zambian Observer " Lancement du quatrième opérateur de réseau mobile de Zambie " (2022) <https://zambianobserver.com/zambias-fourth-mobile-network-operator-launched/> (consulté le 11 décembre 2023).

¹¹ Voice of America : Afrique " La Zambie lance le service Internet Starlink de SpaceX " (2023) <https://www.voanews.com/a/zambia-launches-spacex-s-starlink-Internet-service-7372081.html> (consulté le 11 décembre 2023).

¹² IT Web Africa : Zambie "Zambia's Tech Minister calls for ICT 'reboot'" (2022) <https://itweb.africa/content/j5alrvQAAQGvpYQk> (consulté le 11 décembre 2023).

¹³ IT Web Africa : Zambie "Zambia cracks whip on Airtel over network outages" (2023) <https://itweb.africa/content/ILn-147mQWp37J6Aa/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 11 décembre 2023).

¹⁴ News Diggers " La ZICTA inflige une amende de 5,4 millions d'euros aux trois réseaux de téléphonie mobile pour mauvaise qualité de service " (2020) <https://diggers.news/business/2020/09/04/zicta-fines-all-3-mobile-networks-k5-4m-for-poor-service/> (consulté le 11 décembre 2023).

¹⁵ Tech Trends " Les coûts de l'internet fixe en Zambie devraient augmenter de 17,5 % en 2024 ". (2023) <https://www.techrends.co.zm/fixed-Internet-costs-in-zambia-set-to-rise-by-17-5-in-2024/> (consulté le 15 décembre 2023).

La Constitution nationale de 2016,¹⁶ affirme le droit à la liberté d'expression,¹⁷ de réunion et d'association,¹⁸ d'accès à l'information,¹⁹ et à la vie privée.²⁰ La Zambie est également signataire d'instruments régionaux et mondiaux relatifs aux droits de l'homme qui affirment la liberté d'expression en ligne et hors ligne, y compris la cybersécurité et la protection des données. Il s'agit notamment de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP),²¹ de la Convention internationale sur les droits civils et politiques (ICCPR),²² de la Déclaration de Windhoek,²³ de la Plate-forme africaine sur l'accès à l'information²⁴ et de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo)²⁵ entre autres.

En termes de libertés en ligne, la Zambie est classée partiellement libre avec un score de 59 sur la carte de score Freedom on the Net 2023, indiquant une amélioration d'un point par rapport aux scores de 2022.²⁶ Bien que le pays ait semblé sortir d'un climat de peur, de répression et d'intolérance observé sous les régimes précédents, cela n'a pas été le cas sur le terrain.²⁷

Suite à l'abolition de la clause de diffamation du président en décembre 2022,²⁸ qui était auparavant utilisée pour persécuter les opposants politiques, les activistes et les citoyens pour leurs activités en ligne et hors ligne, les Zambiens n'ont pas encore vu les résultats tangibles de ce développement, car la diffamation criminelle existe toujours dans la loi sur le code pénal.^{29,30} La période couverte par le présent rapport a été marquée par une augmentation des arrestations pour diffamation et incitation à la haine pour des messages et des commentaires faits en ligne, qui sont inculpés en vertu de la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité (Cybersecurity and Cybercrimes Act 2021). En août 2023, Brighton Mwanza, âgé de 25 ans, a été arrêté pour avoir utilisé Twitter (aujourd'hui X) afin d'inciter l'armée à se soulever contre un gouvernement légitime dans un tweet où il appelait l'armée zambienne à imiter les pays d'Afrique de l'Ouest qui avaient récemment connu des coups d'État.³¹ Le même mois, Fred M'membe, leader du parti socialiste dans l'opposition, a été arrêté et interrogé sur une cybercriminalité présumée. Il avait critiqué la surveillance croissante de l'État qui, selon lui, était en partie rendue possible par les technologies numériques qui pourraient potentiellement porter atteinte aux droits numériques des citoyens, affaiblir la société civile et les voix indépendantes, et entraver la participation significative de la population aux affaires civiques.³²

¹⁶ Constitution de la Zambie, loi 18 de 2016.

¹⁷ Constitution de la Zambie, loi 18 de 2016, article 20, point 13, ci-dessus.

¹⁸ N 13 ci-dessus, art. 29.

¹⁹ n 13 art 21.

²⁰ n 13, art 17.

²¹ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) Déclaration sur les droits de l'homme et des peuples (DDH) Liberté d'expression et accès à l'information, <https://www.achpr.org/legalinstruments/detail?id=69> (consulté le 12 décembre 2023).

²² Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), <https://www.un.org/en/aboutus/universal-declaration-of-human-rights> (consulté le 12 décembre 2023).

²³ Déclaration de Windhoek.

²⁴ Plate-forme africaine sur l'accès à l'information <https://www.africanplatform.org/> (consulté le 12 décembre 2023).

²⁵ Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-cyber-security-and-personal-data-protection> (consulté le 12 décembre 2023).

²⁶ Freedom House "Freedom on the Net 2023" (2023) <https://freedomhouse.org/country/zambia/freedom-net/2023> (consulté le 12 décembre 2023).

²⁷ Paradigm Initiative "Londa Report" (2022) <https://paradigmhq.org/londa-22/> (consulté le 12 décembre 2023).

²⁸ Lusaka Times " HH annonce l'abolition de la peine de mort et du délit de diffamation du président " (2022) <https://www.lusakatimes.com/2022/12/24/hh-announces-the-abolition-of-the-death-penalty-and-defamation-of-the-president-crime/> (consulté le 12 décembre 2023).

²⁹ News Diggers " La diffamation du président a disparu mais la diffamation criminelle existe toujours " (2023) <https://diggers.news/guest-diggers/2023/02/16/defamation-of-the-president-is-gone-but-criminal-defamation-still-exists/> (consulté le 12 décembre 2023).

³⁰ Zambia Monitor " Kasonde déplore l'arrestation de M'membe et estime que les lois pénales sur la diffamation sont anormales dans une société démocratique " (2023) <https://www.zambiamonitor.com/kasonde-faults-arrest-of-mmembe-says-criminal-defamation-laws-abnormal-in-democratic-society/> (consulté le 12 décembre 2023).

³¹ Zambian Observer " Brighton Mwanza arrêté pour avoir incité les militaires à se soulever contre le gouvernement légitime " (2023) <https://zambianobserver.com/brighton-mwanza-arrested-for-inciting-military-to-rise-against-legitimate-government/> (consulté le 12 décembre 2023).

En septembre, le dirigeant du parti d'opposition Patriots for Economic Progress (PeP), Sean Tembo, a été arrêté pour deux chefs d'accusation d'incitation à la haine, en violation de l'article 65 de la loi n° 2 de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité, pour des messages qu'il aurait publiés sur ses médias sociaux.³³ Dans un autre incident, un responsable du parti d'opposition, Stardy Mwale, a été arrêté pour pratiques séditeuses pour avoir prétendument diffusé un enregistrement audio sur diverses plateformes de médias sociaux demandant aux meuniers du pays d'arrêter la production de farine de maïs dans le but de les inciter à se révolter contre le gouvernement.³⁴

Les efforts de révision de la loi sur la cybersécurité 2021 ont commencé par des consultations avec les parties prenantes³⁵ et le processus, comme les précédents, a été décrit par les OSC comme fermé et précipité. Les parties prenantes ont estimé que leurs recommandations n'étaient pas suffisamment prises en compte dans le nouveau projet de loi. Ainsi, le groupe d'OSC qui avait précédemment déposé une pétition devant la Haute Cour a refusé de retirer son dossier jusqu'à ce que le gouvernement accepte de prendre en compte ses recommandations et d'améliorer le processus d'engagement des parties prenantes.³⁶ De même, les efforts visant à mettre en place un cadre d'autorégulation des médias restent bloqués après que les organisations de médias et l'association des propriétaires de médias se sont opposées au projet de loi présenté par le Conseil zambien des médias (ZAMEC) en raison de clauses hostiles qui prévoyaient l'enregistrement obligatoire des journalistes individuels et des sanctions à l'encontre des journalistes qui n'ont pas de licence.³⁷

En décembre 2023, le président Hakainde Hichilema a promulgué la loi historique sur l'accès à l'information, qui était en suspens depuis plus de 20 ans et avait suscité de vives controverses.³⁸ Il s'agissait d'une étape clé pour les professionnels des médias et les autres parties prenantes, car cette loi devait éliminer les goulets d'étranglement liés à l'accès aux informations vitales de l'État et d'intérêt public, instaurer la confiance entre le gouvernement et les citoyens et promouvoir la responsabilité, la transparence et les droits de l'homme dans le pays. Toutefois, certaines organisations de la société civile et de défense des droits de l'homme ont indiqué que si la loi actuelle répond aux normes internationales acceptables, elle doit encore être retravaillée. Notamment en ce qui concerne la divulgation proactive d'informations par le gouvernement et le fait que la responsabilité du contrôle du respect de la loi incombe au gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de l'information, plutôt qu'à un organe de contrôle tel que la Commission des droits de l'homme, comme le prévoit la loi type de l'Union africaine sur l'accès à l'information pour l'Afrique.^{39,40}

³² Zambia Monitor " Le dirigeant du parti socialiste, M'embre, arrêté pour cybercriminalité présumée " (2023) <https://www.zambiamonitor.com/socialist-party-leader-membre-arrested-for-alleged-cyber-crime/> (consulté le 12 décembre 2023).

³³ Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC) " Sean Tembo, Stardy Mwale Arrested " (2023) <https://www.znbc.co.zm/news/sean-tembo-stardy-mwale-arrested/> (consulté le 13 décembre 2023).

³⁴ Ibid

³⁵ Zambia Law Development Commission (ZLDC) " La Commission zambienne pour le développement du droit (ZlDC) conclut les réunions consultatives des parties prenantes nationales sur la révision de la loi n° 2 de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité " (2023) <http://www.zambialawdevelopment.org/press-release/> (consulté le 13 décembre 2023).

³⁶ News Diggers " Communiqué de presse du 1er février 2023 sur les amendements proposés à la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité " (2023) <https://diggers.news/guest-diggers/2023/02/02/press-statement-dated-1st-february-2023-on-the-proposed-amendments-to-the-cyber-security-and-cybercrimes-act/> (consulté le 13 décembre 2023).

³⁷ Money FM "MOAZ rejette le projet de loi final de la ZAMEC" (2021) <https://www.moneyfmzambia.com/2022/06/16/moaz-rejects-final-draft-zamec-bill/> (consulté le 13 décembre 2023).

³⁸ Lusaka Times "Le président Hichilema signe le projet de loi sur l'accès à l'information" (2023) <https://www.lusakatimes.com/2023/12/22/president-hichilema-signs-ati-bill-into-law/> (consulté le 22 décembre 2023).

³⁹ News Diggers " Accès à l'information Une boîte de Pandore " (2023) <https://diggers.news/guest-diggers/2023/12/19/access-to-information-bill-a-pandoras-box/> (consulté le 13 décembre 2023).

⁴⁰ News Diggers « Le projet de loi ATI est juste mais nécessite davantage de travail » (2023) <https://diggers.news/guest-diggers/2023/11/22/ati-bill-is-fair-but-needs-more-work/> (consulté le 13 décembre 2023).

Identités numériques, protection des données et cybersécurité

À la fin de 2023, plus d'un million de Zambiens s'étaient inscrits pour obtenir une carte d'identité numérique.⁴¹ Cela fait suite à l'introduction du projet Integrated National Registration Information System (INRIS) en 2022, un système de gestion de l'identité nationale biométrique numérique qui remplacera le système d'enregistrement national traditionnel, manuel et sur papier. Suite à la promulgation de la loi sur la protection des données en 2021, des voix se sont élevées pour demander au gouvernement de créer un bureau de protection des données et de nommer un commissaire approprié, en particulier à la lumière des besoins actuels du pays en matière de cybersécurité et de l'introduction de systèmes d'identité numérique. En juin 2023, le gouvernement a indiqué que le bureau de protection des données serait bientôt mis en place et, par la suite, M. Likando Lyuwa a été nommé commissaire.⁴²

En outre, en juillet 2023, la Commission de protection des données s'est déclarée préoccupée par l'augmentation des incidents de piratage dans les institutions financières du pays et par les risques importants que cette situation représentait pour la sécurité nationale.⁴³ Cela s'est produit après le piratage des médias sociaux de la Banque de Zambie et des systèmes de la National Pensions Scheme Authority (NAPSA).⁴⁴ De même, en 2022, les systèmes informatiques de la Banque centrale ont été piratés, perturbant certaines de ses opérations et services bancaires.⁴⁵ Une évaluation nationale des risques cybernétiques réalisée en 2022 a révélé que les principales menaces en matière de cybersécurité au niveau national et sectoriel étaient respectivement les logiciels malveillants et l'hameçonnage. En outre, l'évaluation a révélé que les plus grandes vulnérabilités sectorielles apparaissent dans les institutions gouvernementales, les soins de santé, l'eau et l'assainissement. Par ailleurs, les institutions financières et bancaires ont un impact potentiel, dans le pire des cas, pouvant aller jusqu'à 3 % du PIB du pays.⁴⁶

En octobre 2023, le groupe de travail sur la cybersécurité, composé d'officiers de la police zambienne, de la commission de lutte contre la drogue et de la ZICTA, a arrêté plus de 25 cybercriminels présumés qui étaient impliqués dans une série d'activités criminelles, y compris la fraude à l'argent mobile.⁴⁷ Lors d'un autre incident survenu en juin 2023, Emmanuel Mwamba, 52 ans, et Andy Luchinde, 29 ans, ont été arrêtés pour trois chefs d'accusation de publication d'informations en violation de l'article 54 de la loi n° 2 de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité, sur les pages Facebook intitulées Patriotic Front-PF et Grindstone Television Zambia. Les deux hommes ont publié une lettre censée avoir été signée par le président républicain et ont envoyé un courriel dans l'intention de compromettre la sécurité du personnel de la maison d'État.⁴⁸

Révision du Fonds pour l'accès et le service universel ⁴⁹

L'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA) est

10

⁴¹ IT Web Africa : a Zambie passe à l'identification numérique " (2023) <https://itweb.africa/content/P3gQ2qGAWYN7nRD1/ap6GxRRkqYaqb3Wjr> (consulté le 15 décembre 2023).

⁴² Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC) " Le Commissariat à la protection des données arrive " (2023) <https://www.znbc.co.zm/news/office-of-the-data-protection-commissioner-coming/> (consulté le 15 décembre 2023).

⁴³ News Diggers " La Commission de la protection des données s'intéresse à l'intensification du piratage des entités financières " (2023) <https://diggers.news/local/2023/07/25/data-protection-commission-expresses-interest-in-increased-hacking-of-financial-entities/> (consulté le 15 décembre 2023).

⁴⁴ News Diggers " Le piratage de la NAPSA et du BO constitue un risque pour la sécurité nationale " (2023) <https://diggers.news/opinion/2023/07/27/the-hacking-at-napsa-boz-pose-a-national-security-risk/> (consulté le 15 décembre 2023).

⁴⁵ IT Web Africa : Zambie " Des pirates informatiques s'en prennent à la banque centrale de Zambie " (2023) <https://itweb.africa/content/kYbe97XblOwgAWpG> (consulté le 15 décembre 2023).

⁴⁶ Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA) " Rapport national d'évaluation du risque cybernétique " (2022).

⁴⁷ Zambian Observer " ZP, DEC, La ZICTA arrête 25 suspects pour cybercriminalité " (2023) <https://zambianobserver.com/zp-dec-zicta-arrest-25-suspects-for-cyber-crimes/> (consulté le 20 décembre 2023).

⁴⁸ Service de police de Zambie " Mwamba, Luchinde arrêtés " (2023) <http://www.zambiapolice.gov.zm/index.php/112-news/392-charged-and-arrested> (consulté le 17 décembre 2023).

⁴⁹ Section basée sur un entretien avec l'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA), département du Fonds d'accès et de service universel, le 8 décembre 2023.

chargée d'administrer le Fonds d'accès et de service universel (UASF) du pays, établi en vertu de la loi de 2012 sur les réglementations en matière d'accès universel aux TIC (ICT (Universal Access) Regulations Act).⁵⁰ Au moment de la rédaction du rapport, les rapports annuels de la ZICTA pour 2022 et 2023, qui contiennent le total des recettes de l'UASF collectées au cours de la période, n'étaient pas disponibles sur le site web de l'organisation et les efforts pour obtenir ces chiffres directement auprès de l'institution se sont avérés vains. Parmi les projets financés par l'UASF (⁵¹), on peut citer :

- **Le programme de construction de tours** a facilité la construction de 253 tours dans les communautés mal desservies de Zambie depuis son lancement en 2013, chaque tour coûtant environ 250 000 dollars. Entre 2023 et 2024, ZICTA a réservé 31 tours à construire pour aider à combler le déficit national de 990 tours afin d'achever la couverture du réseau dans tout le pays. Le gouvernement vise une couverture à 100 % d'ici à la fin de 2024 et a récemment mis aux enchères des fréquences pour un montant de plus de 41 millions de dollars US pour compléter le coût des pylônes.⁵² En outre, suite à une directive du ministre de la technologie et de la science, la ZICTA a commencé à moderniser certaines tours avec la technologie 4G, qui étaient auparavant équipées de la technologie 2G pour permettre l'accès à Internet dans certaines parties du pays.⁵³
- **Le programme Connecter les établissements d'enseignement** - favorise l'utilisation des TIC dans les établissements d'enseignement en mettant à disposition des laboratoires informatiques complets. La Zambie compte plus de 12 000 écoles primaires et secondaires. En 2013, les TIC ont été introduits comme matière obligatoire, mais certaines écoles continuent d'enseigner cette matière sans aucun équipement informatique. Jusqu'à présent, le programme a permis de connecter 525 écoles. Le paquet comprend 20 ordinateurs, une imprimante et deux MIF, et les écoles sont chargées de fournir une salle informatique sécurisée et du mobilier. En outre, l'USAF soutient la formation et le renforcement des capacités des enseignants en matière de TIC par le biais de cours subventionnés. Parmi les autres institutions dotées d'équipements TIC, on compte 47 collèges, 17 institutions gouvernementales de sécurité et deux laboratoires communautaires.
- **Le programme "Support for ICTs for Persons with Disabilities (PWDs)"** (Soutien aux TIC pour les personnes handicapées) fournit des équipements TIC et des logiciels spécialisés pour les malvoyants. Jusqu'à présent, 14 institutions pour personnes handicapées ont accédé à ce projet qui comprend du matériel informatique spécialisé, des logiciels et des imprimantes en braille. ZICTA facilite ce projet en partenariat avec l'Agence zambienne pour les personnes handicapées, qui fournit des recommandations sur les institutions à soutenir et les spécifications de l'équipement. La politique nationale en matière de TIC 2023-2028 reconnaît la nécessité d'un accès équitable et d'une véritable distribution des produits et services TIC par la fourniture d'équipements d'assistance aux personnes handicapées.⁵⁴
- **Le projet de connectivité par fibre optique du dernier kilomètre**, mené en partenariat avec le réseau de recherche et d'éducation de Zambie (ZAMREN), fournit un accès Internet abordable aux établissements d'enseignement supérieur. Jusqu'à présent, 80 institutions ont bénéficié d'une connexion à la fibre optique du dernier kilomètre. L'UASF finance la fourniture de câbles en fibre optique et d'abonnements à Internet pour une durée maximale d'un an, tandis que le ZAMREN fournit des services Internet.

⁵⁰ 1,5 % du chiffre d'affaires annuel brut collecté auprès de tous les opérateurs de réseaux mobiles titulaires d'une licence.

⁵¹ Zambia Information and Communication Technology Authority (ZICTA) "Projects" (2023) <https://www.zicta.zm/media/projects> (consulté le 20 décembre 2023).

⁵² IT Web Africa: Zambie "La Zambie vise une couverture réseau de 100 % d'ici 2024 " (2023) <https://itweb.africa/content/KPNG878NGowq4mwd> (consulté le 20 décembre 2023).

⁵³ IT Web Africa : Zambie " La Zambie adopte la 4G comme nouvelle norme et abandonne progressivement les réseaux 2G et 3G " (2023) <https://itweb.africa/content/JN1gPvOAWGaMjL6m/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 20 décembre 2023).

⁵⁴ Politique nationale en matière de TIC 2023

- **Les projets relatifs à l'agriculture et à la santé en ligne sont quelques-uns** des autres projets pilotes que l'UASF devrait mettre en œuvre. Le projet agricole vise à fournir un soutien en matière d'appareils TIC aux travailleurs du secteur agricole. Le projet a depuis distribué 500 tablettes aux agents de vulgarisation agricole du gouvernement dans des blocs agricoles sélectionnés à travers le pays.

D'autre part, le projet de santé en ligne prévoit de fournir des équipements TIC et une connectivité Internet aux hôpitaux et aux institutions médicales. Jusqu'à présent, deux établissements de santé ont été connectés, et le déploiement d'autres postes de santé est prévu dans les années à venir.

Dans l'ensemble, la Zambie a été cohérente dans la collecte de l'UASF et la gouvernance et l'administration du Fonds se sont améliorées au fil des ans grâce à des réformes institutionnelles et à des plans de mise en œuvre clairs. Bien que le Fonds ne suffise pas à lui seul à combler les déficits du pays en matière de TIC, son impact global est perceptible.

Plus de 100 000 apprenants sont désormais connectés aux équipements TIC et les compétences acquises dans l'enseignement post-secondaire sont utilisées pour des activités entrepreneuriales telles que la gestion de cybercafés et l'aide à d'autres membres de la communauté pour accéder aux services TIC. Les tours de communication ont facilité la connexion des téléphones cellulaires et de l'internet dans les communautés mal desservies ou non desservies afin d'accéder aux services TIC pour communiquer et gérer les urgences médicales, les bonnes électroniques et les programmes de soutien aux intrants agricoles (FISP), ainsi que les transferts sociaux d'argent liquide aux personnes les plus vulnérables. Enfin, le projet de connectivité du dernier kilomètre a permis à plus de 60 000 personnes et membres de communautés d'accéder à l'internet.

► Conclusion & Recommandations

Conclusion

L'année 2023 a présenté un environnement stable en matière de droits numériques et a vu des réformes clés dans les domaines politique et juridique, associées à des développements progressifs dans le domaine des TIC. Si le pays continue sur cette voie, il sera bien placé pour disposer d'un écosystème TIC intégré et accéléré qui favorise une accessibilité significative, l'innovation, l'esprit d'entreprise et une économie numérique inclusive et résiliente.

Compte tenu des lacunes et des préoccupations soulevées dans le présent rapport, diverses recommandations sont proposées aux parties prenantes :

Recommandations

- Gouvernement:**
- » Il est louable que le gouvernement ait commencé à réviser la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité. Toutefois, il est instamment prié d'achever ce processus en temps opportun et de manière participative, en tenant compte des points de vue des parties prenantes.
 - » Il est louable que le gouvernement ait mis fin à 22 ans d'attente d'une loi sur l'accès à l'information. Toutefois, le gouvernement est invité à peaufiner la loi actuelle afin de refléter les normes prescrites dans la loi type de l'Union africaine sur l'accès à l'information en Afrique.
 - » Modifier le projet de loi sur le Conseil des médias de Zambie et l'adopter dans le cadre d'un processus participatif mené par les professionnels des médias et les journalistes.
 - » Sensibiliser le secteur privé et les citoyens à la protection des données à la lumière du déploiement des cartes d'identité numériques et des systèmes d'information sur la sécurité publique.
 - » Élaborer un cadre politique global pour la gouvernance éthique des technologies de l'intelligence artificielle, de la robotique et d'autres technologies émergentes, dans le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme.
 - » Protéger les journalistes, les professionnels des médias, les activités et les citoyens contre les arrestations arbitraires, la détention et la surveillance illégale.
 - » Augmenter la dotation budgétaire annuelle pour la croissance des TIC afin de répondre aux aspirations de la politique nationale des TIC 2023 en connectant les communautés mal desservies et en améliorant les services numériques dans l'ensemble du pays.
-

Société civile:

- » Continuer à jouer un rôle de surveillance et à assurer les contrôles nécessaires à l'élaboration et à l'application de politiques et de cadres juridiques en matière de TIC fondés sur les droits de l'homme.
- » Collaborer avec le gouvernement pour réviser la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité.
- » Coordonner et adopter la position des OSC et des organisations de médias sur les dispositions du projet de loi sur le Conseil des médias de Zambie.
- » Collaborer avec le gouvernement à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle.
- » Continuer à sensibiliser aux droits numériques et à l'inclusion numérique en Zambie.

Secteur privé :

- » Mettre en œuvre des mesures appropriées et sensibiliser à la protection des données pour garantir et renforcer le respect de la loi sur la protection des données de 2021.
- » Continuer à compléter les efforts du gouvernement pour améliorer le secteur des TIC en augmentant les investissements qui garantissent un accès universel, équitable et significatif aux TIC.
- » Produire régulièrement des rapports de transparence faisant état de leur engagement à respecter les droits de l'homme, conformément aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Universitaire:

- » Mener davantage de recherches sur les droits numériques et l'inclusion numérique, y compris des études sur l'impact et le développement de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes, afin d'éclairer l'élaboration de diverses stratégies et politiques liées aux TIC.
 - » Contribuer au suivi et à la documentation de l'évolution des droits numériques et de l'inclusion en Zambie.
-



www.paradigmhq.org

Droit d'auteur © 2024